Modèle à adapter n° 07-A-MOD6 - CDG 53 – (janvier 2025)

**Arrêté n° \_\_\_ portant sanction disciplinaire du 1er groupe : exclusion temporaire de fonctions de\_\_\_ jours *(maximum 3 jours)* de *M./Mme* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *(grade)***

**(Agent contractuel)**

***Les mentions en bleu constituent des commentaires destinés à faciliter la rédaction de l’arrêté. Ils doivent être supprimés le cas échéant.***

*Le Maire, (le Président),*

*Vu le code général des collectivités territoriales,*

*Vu le code général de la fonction publique, notamment les articles L530-1 et suivants,*

*Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,*

*Vu le contrat en date du ...................., recrutant M./Mme ................................................................., en qualité d’agent contractuel, à compter du ........................., pour une durée de ......................................... ou pour une durée indéterminée, pour assurer les fonctions de ...................................................................................................................,*

*Considérant qu'il est reproché à M./Mme ……………………………… d'avoir manqué à l'obligation professionnelle de …………………………………………………………… (exposer les faits) auxquelles est soumis tout agent public,*

*OU*

*d'avoir commis (préciser les faits constitutifs de la faute)……………………………………………………………………,*

*Considérant que M./Mme ………………………… a été informé(e) de son droit à communication de son dossier et de la possibilité de se faire assister par un ou plusieurs conseils de son choix, de présenter des observations et de son droit de se taire,*

*Considérant que M./Mme ……………… a pris connaissance de son dossier (éventuellement) et a été invité(e) à venir présenter ses observations le……………,*

**arrête :**

**Article 1 : Objet**

Une exclusion temporaire de fonctions de …….. jours *(3 jours maximum)*, sanction du 1er groupe figurant à l’article
36-1 du décret n° 88-145 du 15 février 1988 susvisé,est infligée à *M./Mme..., grade ...* contractuel.

**Article 2 : Date d’effet**

La sanction visée à l'article 1er ci-dessus prend effet du ………………….. au ……..……………… (inclus). Cette période n’entre pas en compte pour le calcul de la retraite.

**Article 3 : Effets de la sanction**

Pendant cette durée, une retenue de .... /30ème est opérée sur la rémunération de *M./Mme* …………………………………

**Article 4 : Effacement de la sanction**

La sanction est effacée automatiquement du dossier au bout de trois ans, si aucune sanction n'est intervenue pendant cette période.

**Article 5** **:** **Exécution**

Le Directeur Général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à M. le Président du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Mayenne, M. le Comptable de la collectivité et à l’intéressé(e).

Fait à ......................... le ................................

Le Maire *(ou le Président)*

Le Maire *(ou le Président*),

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le .....................................

Signature de l’agent :